



Le Journal du Chaos

La démocratie : l'oppression du peuple par le peuple pour le peuple. O. Wilde

Semaine 34 du 23 au 29/08 - 2021





Je ne suis pas de ceux qui estiment qu'il faut, au nom du droit d'ingérence, rentrer dans un pays pour tout y casser afin d'y imposer sa loi, son idéologie, ses us et coutumes, sa culture, la plupart du temps le matérialisme vulgaire du consumérisme occidental. Voilà pour quelles raisons depuis trente ans je suis contre ces guerres dites justes par des ruffians qui, vendeurs d'armes ou philosophes germanopratsins, journalistes de la presse subventionnée par l'État ou missionnaires maastrichtiens vendant leur camelote sur les chaînes d'infos continues, anciens gauchistes devenus compagnons de route de l'administration américaine, mafieux divers et industriels peu scrupuleux, viennent nous expliquer que les attentats du 11 septembre justifient ce néocolonialisme des États-Unis flanqués de la France en appui cosmétique.

Michel Onfray, édito Front populaire

Politique

Emprise covid

Servant d'exemple en matière de vaccination contre le Covid-19 avec plus de moitié de sa population déjà vaccinée au 25 mars, Israël fait actuellement face à une forte propagation du variant Delta. Le pays a l'un des plus hauts taux d'infections quotidiennes au monde.

Trente millions de tests PCR ont été réalisés dans les laboratoires de ville en 2020, le double depuis janvier. Pour les 5.000 biologistes médicaux libéraux, le Covid-19 a été une manne inespérée après des années de réduction des coûts, au nom des économies de dépenses publiques.

Selon un sondage réalisé les 19 et 20 août auprès de 1002 personnes, la mobilisation contre le passe sanitaire rencontre une opposition croissante : 54 % des sondés désapprouvent ce mouvement, soit 6 points de plus que début août, tandis que 34 % la soutiennent (-3).

Le collectif militant Le Nombre Jaune, qui publie un décompte ville par ville du nombre de manifestants opposés au passe sanitaire (et à Macron !), a de son

Et de trois !

Elle arrive, la troisième dose de vaccin ! Pour les plus vieux, pour les plus jeunes, pour les « comorbides ». La boîte à piqûres des docteurs Knock et Diafoirus a été ouverte en 2020, et n'est pas près de se refermer, sous la menace d'un quatrième confinement. Qui peut mettre un terme au toujours plus médical, qui peut oser nous dire simplement : on ne sait pas, on cherche, on tente, au lieu d'asséner de nouvelles règles, sous la contrainte ?

côté recensé 357 100 manifestants "minimum" en France samedi 22/8, contre 388 843 la semaine précédente.

L'obligation du passe sanitaire pour les salariés de certains secteurs approche à grands pas. Le 30 août, un justificatif sera nécessaire pour travailler. Si la loi est claire pour les salariés en poste, c'est le flou complet pour les demandeurs d'emploi et tous les candidats à l'embauche. A Pôle emploi, on s'inquiète par ailleurs d'une obligation vaccinale des agents.

Au traitement de la pandémie par les vaccins, on apprend qu'une approche médicamenteuse sera bientôt possible à en croire l'Agence nationale de sécurité du médicament. L'Union européenne va autoriser trois traitements. Mais le traitement coûte cher et il n'y en aura pas pour tout le monde.

Les futurs médicaments anti-Covid seront des armes complémentaires contre la pandémie. Ils se révéleront très utiles pour les malades à haut risque et pour ceux qui n'auront pas été vaccinés car ils réduiront significativement le risque d'hospitalisation ou de décès. Il sera difficile de les refuser. Affaire à suivre donc.

Alors que l'on sait que la deuxième dose était plus mal supportée que la première, qu'en sera-t-il de la troisième ? De surcroît cette troisième dose ne pourra intervenir que six mois après la deuxième injection.

Voici les principaux symptômes recueillis suite à l'injection des vaccins lors de la première ou deuxième dose : fatigue et douleurs au point d'injection, rougeurs, maux de tête, fatigue musculaire, fièvre, frissons et nausées. On comprend mieux des réticences pour une troisième injection.

Si la deuxième injection peut provoquer des réactions plus fortes que la première, c'est justement parce qu'elle est supposée amplifier la réponse immunitaire. Il n'est donc pas surprenant que la troisième dose, qui joue un rôle similaire, provoque des réactions voisines.

Aujourd'hui, notre pays connaît une « domination presque totale » du variant du delta, repéré dans 95 % à 98 % des séquences, tandis que les 18 autres variétés surveillés par Santé publique France se contentent d'une « circulation faible à très faible » sur le territoire.

En premier lieu, un virus mute en permanence. C'est le cas de la grippe. Ce coronavirus est un « petit » virus. Sans dire que le delta sera le dernier des variants, on peut penser que la situation ne durera pas dix ans. Au bout d'un moment, le virus va retomber sur une mutation déjà effectuée et n'ira pas plus loin, estime Yves Buisson, épidémiologiste et membre de l'Académie de médecine.

Le Japon a annoncé le 26 août suspendre l'utilisation de 1,63 million de doses du vaccin de la biotech américaine Moderna contre le coronavirus, après des signalements de la présence d'impuretés dans 39 fioles de son produit.

Certes, officiellement, le professeur, multi-diplômé, Didier Raoult arrive à l'âge de la retraite (à 69 ans quand même !). Mais il avait demandé une prolongation de deux ans qui ne qui a pas été accordé, car il fait l'objet d'un règlement de comptes. Le nouveau patron de l'AP-HM, François Crémieux, affidé de Martin Hirsch, patron de l'AP-HP, est surtout un proche du Dr Yves Lévy, époux d'Agnès Buzyn et ex-président de l'Inserm qui voulait depuis longtemps la peau de Didier Raoult. On attendait des politiques qui l'avaient défendus – Muselier, Estrosi, Martine Vassal, Douste Blazy, etc., qu'ils montent au créneau. Que nenni. Silence radio. Courage fuyons ! Seule exception, le sénateur RN Stéphane Ravier et les milliers de Marseillais qui ont défilé en scandant son nom, Voici qui nous permet de mesurer, une fois de plus, le degré de courage de notre médiocre classe politique.

Deci... delà

La phrase la plus conne. De Sophie Cluzel, sous-machin aux handicapés à propos de la vaccination : « Il y a une certaine frange de la population que l'on n'arrivera pas à convaincre (...) Ceux-là, ils seront toujours présents, c'est aussi un ADN français d'être dans une revendication. Mais on a une liberté formidable en France puisque tout le monde peut s'exprimer ». T'as vu ça ou ?

Privilégier « l'autre », favoriser l'étranger plutôt que les siens semble être devenu l'impitoyable doxa des institutions républicaines françaises. Ainsi, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a demandé à la municipalité de Clichy de reloger en urgence des migrants en situation irrégulière qui avaient été évacués d'un immeuble insalubre.

L'une des grandes caractéristiques de la prochaine présidentielle c'est l'organisation – obligée – de primaires au sein de la droite comme de la gauche. Exercice périlleux car aucun candidat ne semble revêtir le costume nécessaire pour ce poste tant convoité. Ce qui suscite la question : mais comment et par qui remplacer et virer Macron ?

Clément Beaune, secrétaire d'Etat aux affaires européennes et proche d'Emmanuel Macron conteste toute « droitisation » du quinquennat et appelle à incarner en vue de la présidentielle de 2022 « *le camp de la raison et de l'équilibre qui tient une société* ». Parce que les « autres » sont des dingues peut-être ? Faut arrêter de fumer la moquette, pépère !

Les écologistes ont lancé il y a plus d'un an un mot d'ordre : ses représentants doivent refuser les invitations de CNews, chaîne accusée de dérive droitiste. Campagne aidant, Julien Bayou et Eric Piolle se sont empressés de s'exprimer à son micro.

Une chose paraît acquise : la campagne pour l'élection présidentielle se déroulera à l'ombre de la pandémie. Ce qui signifie peu de mitinjes politiques et la bonne question : comment toucher les électeurs ? Autre crainte qui ne manquera pas de se poser, la prépondérance de l'épidémie dans les discours et ses conséquences sur les enjeux sociaux provoqués par la crise. Ca risque d'être compliqué autant qu'ennuyeux. Entre ici... abstention !

Elysée

Après deux déplacements internationaux cette semaine – en Irlande et en Irak – le chef de l'Etat renouera avec ses visites en France début septembre. Il sera à Marseille le 3 septembre pour le Congrès mondial de la nature. La bataille pour la présidentielle a d'ores et déjà commencé et Macron est déjà à l'offensive.

Il pourrait aussi profiter de ce déplacement pour aborder des sujets plus nationaux, comme la relance ou la rentrée scolaire, qui, encore cette année sous le signe de la crise sanitaire, n'est pas sans générer des inquiétudes. Comme une première plongée dans le bain électoral.

Campagne oblige, Macron a mis la pédale douce sur la réforme des retraites qui irrite particulièrement les syndicats. Il entend, en revanche, mettre l'accent sur la relance, la jeunesse et sa gestion de la pandémie.

Le président français Emmanuel Macron participera le 28/8 août, en tant que coorganisateur, à une « conférence régionale » à Bagdad à laquelle ont été invités plusieurs dirigeants de pays voisins de l'Irak, dont l'Arabie saoudite et la Turquie. La Syrie n'a pas été invitée en raison de l'hostilité de la France et des Etats du Golfe.

A l'issue de la conférence, le président Macron prolongera son séjour d'une journée, dimanche, pour une visite bilatérale, qui l'amènera à Erbil, au Kurdistan irakien, et à Mossoul, la métropole du nord de l'Irak marquée par d'importantes destructions.

Gouvernement

Jean Castex recevra les partenaires sociaux les 1^{er} et 2/09, un par un cette fois-ci. « Tour d'horizon » de l'actualité sociale, anticipe le président de la CPME, François Asselin, aucun ordre du jour n'ayant encore été arrêté. Histoire de prendre la température sociale.

Marseille, notre Chicago français, ses immigrés et ses dealers. Alors que la cité phocéenne est le théâtre d'une vague de règlements de comptes, le garde des Sceaux, Dupond-Lajoie-Moretti a confirmé l'octroi de magistrats supplémentaires dans la cité phocéenne. Comme si ça allait résoudre le problème d'une justice par trop laxiste.

Grosse offensive d'Olivier Véran, ministre de la Santé contre les journalistes et pseudo experts en plein délire complotiste. Notamment Yvan Rioufol, du Figaro et de CNews, le médecin Martin Blachier ou Gérard Kierzek « qui est allé jusqu'à dire que le passe sanitaire pourrait aggraver l'épidémie ».

Et d'ajouter : « Même si de plus en plus de Français comprennent que derrière les manifestations anti-passe, il y a des positions antivax, anti-science, anti-Etat ou anti-Macron, ces discours font mal ». » Il a réservé un sort spécial à Nicolas Dupont-Aignan et Florian Philippot, les traitant de « hyènes de la politique française ». On est bien en campagne électorale.

Jean-Michel Blanquer, le zozo de l'Education, n'a pas voulu entendre parler d'une vaccination obligatoire pour les enseignants. Une telle mesure risquerait de déclencher illico un mouvement de grève. Ca bousillerait la rentrée scolaire.

Bruno Le Maire a assuré qu'il veillerait à ce que les « 100 milliards d'euros de la relance soient dépensés » et que les entreprises « qui ont des difficultés continuent à être soutenues ».

Institutions

Ca swingue au conseil départemental des Yvelines dont le président est le LR Pierre Bédier. Son directeur de cabinet, son adjoint et plusieurs collaborateurs se sont fait la malle. « Ce sont des gens sans importance » balaie Yves Cabana, directeur général des services et ex-dir cab d'Alain Juppé à la grande époque du RPR.

Le député européen Stéphane Séjourné par ailleurs conseiller élyséen, rassemble en séminaire du 6 au 8 septembre une centaine d'eurodéputés de 23

nationalités pour préparer la présidence française de l'Union. Ils rencontreront une bonne partie du gouvernement.

Il l'avait annoncé, François Baroin se ne représentera pas à la tête de la puissante Association des maires de France (AMF) qui aura lieu en novembre prochain. En revanche, il a choisi son successeur en la personne de David Lisnard le maire LR de Cannes. Qui connaît bien le bazar pour avoir été le collaborateur de l'ancien président, Jacques Pélissard.

Divers

Nul besoin d'être grand clerc pour constater les dégâts du départ des Américains d'Afghanistan. Les militaires français estiment que ce pays pourrait devenir un sanctuaire pour les islamistes de tout poil.

Et que ce départ offre à la Chine, l'Iran et la Russie la possibilité de défendre leurs intérêts et leurs positions en Asie centrale. D'autant que ni Pékin, ni Moscou n'ont évacué leurs ressortissants à Kaboul.

Le conseil des prud'hommes de Paris a sanctionné les manquements de l'élue socialiste des Pyrénées-Atlantiques, Frédérique Espagnac, à l'égard d'une de ses collaboratrices. Elle devra lui verser 26 000 €. Conjointement, plusieurs assistants dénoncent les conditions de travail désastreuses au Sénat.

Tambouille macro-machin

Olivier Dussopt et Gilles Savary se disputent le leadership de Territoires de progrès. Le premier sur une ligne macroniste historique, le second de façon plus autonome, avec notamment Manuel Valls.

« *Je canonne, mais je suis bien seul, alors qu'on devrait être une quinzaine au moins* » peste Bruno Questel, député de l'Eure et vice-président de LREM, très présent sur les réseaux sociaux. Et « *fatigué du manque de relais de la politique du pouvoir* ». « *Tout le monde paraît s'être replié sur son Aventin, enrage-t-il. Il serait plus que temps de réorganiser tout ça avant la présidentielle!* »

Droite

Suite à l'affaire afghane, Valérie Pécresse, a indiqué qu' « *une immigration incontrôlée qui s'ajoute à une intégration ratée, cela peut disloquer notre pays à terme* ». Et a engagé à ne pas reconnaître ce nouveau gouvernement mais à soutenir « la résistance ». Quel programme !

C'est peu dire que le climat à droite est inflammable. A la moindre initiative d'un élu tant soit peu connu et c'est illico interprété comme l'annonce de sa candidature à la primaire présidentielle. Il faut dire que tous les candidats sont dans les starting block ! Et y a du monde.

Gaël Perdriau, Le maire LR de Saint-Etienne s'est porté candidat avec sa ville « *pour donner asile à des Afghans persécutés par les talibans* ». En 2015 déjà, en dépit de certaines réticences, il n'avait pas hésité à accueillir 30 réfugiés syriens. Or la ville est déjà largement gangrenée par une forte immigration.

Manquait plus qu'ça ! Eric Ciotti, député des Alpes-Maritimes, bête noire de Christian Estrosi et grande gueule à LR, se lance à son tour dans la primaire à droite. Ciotti c'est l'aile la moins molle (en parole du moins) de LR qui prône la fermeté en matière régaliennne et sécuritaire.

Surprise... surprise ! Laurent Wauquiez jette l'éponge et décide de ne pas se présenter à la primaire des Républicains. Ce qui ne rabat pas pour autant les cartes face à la pléthore de candidats avec un Eric Zemmour en embuscade.

Lucide, Laurent Wauquiez dont l'image est un peu brouillé au sein du parti et face à une concurrence pour le moins brouillonne, a considéré qu'à 46 ans, il avait encore le temps devant lui. Selon un de ses proches, il avait conscience qu'il pouvait gagner la primaire mais pas la présidentielle.

Gauche

La primaire chez les écolos risque fort de tourner de nouveau au jeu de massacre. C'est selon ce procédé que furent éliminés Cécile Duflot en 2016, Nicolas Hulot en 2011 et Noël Mamère en 2001. Sûr que ça va saigner entre Yannick Jadot, Eric Piolle, Sandrine Rousseau. Et quid des l'embusqués Delphine Batho et Jean-Marc Governatori ?

Audrey Pulvar, ex-présentatrice télé, ex-garde-manger d'Arnaud Montebourg, banané aux régionales à Paris, de gauche comme il se doit, a décidé de soutenir la candidature de l'autre négresse guyanaise, la mère Taubira en tant que candidate à la présidentielle.

Sandrine Rousseau, la candidate écolo, adepte du « woke » (à savoir pro immigré, pro féministe, pro homo, antiraciste, et tout le tintouin) a touté les tronches de son équipe de campagne : que des Blancs ! Réaction des réseaux : où sont les noirs, les arabes, les races indéterminées dans votre bazar ?

Aux journées d'été des écolos, à Poitiers cette année, il est de tradition que toutes les « forces » de gauche se retrouvent autour d'un pot. Si LFI avec Clémentine Autain, Aurélien Taché des Nouveaux démocrates étaient bien présents en revanche le PS, les bolcheviques et les radicaux étaient absents.

Il faut désormais compter avec les « JPP » : Les Jeunes pour Piolle, supporters du maire de Grenoble qui lui font escorte pour montrer qu'il a l'avenir avec lui. Ils ont oublié les drôles qu'en langage SMS, JPP signifie « j'en peux plus ».

Franchouillardises

- *La France est le premier fabricant d'articles de la table en Europe, avec 22 % de la production. Soit 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires.*
- *88 % des communes françaises sont rurales et abritent 33 % de la population.*
- *Nombre de réfugiés afghans en 2020 : 1,4 million au Pakistan, 148 000 en Allemagne, 32000 en France, 2000 aux Etats-Unis.*
- *62 % des ménages français possèdent au moins un bien immobilier.*
- *L'Allemagne représente 21 % de la production européenne de pommes de terre. C'est 16% pour la Pologne et 15% pour la France.*

Société

La ville de Marseille, c'est un peu notre Chicago des années 20 où la drogue a remplacé l'alcool. Les règlements de comptes sur fond de trafic de stupéfiants ont fait quinze morts depuis le début de l'année. Dans la seule nuit du 21 au 22/08, trois hommes ont été tués. Ce que ne précise que rarement les médias, c'est qu'il s'agit d'allogènes le plus souvent maghrébins.

Avec la pandémie de plus en plus de femmes préfèrent accoucher à domicile. On constate une augmentation de 16% des demandes de naissance au foyer conjugal en 2020. Mais cela concerne essentiellement les femmes ne présentant aucun risque. Et la femme doit habiter à une demi-heure maximum d'une maternité.

Ca coince dans certains lieux avec le passe sanitaire. Les organisations syndicales des Galeries Lafayette Haussmann (9^e) appellent, à une grève illimitée des salariés. La raison ? À partir de ce jour, le passe sanitaire ne sera plus seulement réclamé aux clients et aux visiteurs, mais également aux employés. Ce cas n'est pas unique.

Faits divers

Qui a dit que le sport adoucissait les mœurs ? Pas dans le foot en tout cas. Le match entre l'équipe de Nice et l'OM marseillais a littéralement dégénéré, dimanche 22/8 avec l'envahissement du terrain et des bagarres entre supporters, joueurs, entraîneur et gardiens de sécurité.

En déplacement et en mission à Perpignan, un jeune gardien de la paix de la CRS 51 a mis fin à ses jours avec son arme de service dans la chambre d'hôtel où il était stationné. Il s'agit du 24e suicide de policier depuis le début de l'année.

Migration/islam

Signe incontestable de la transformation et de l'islamisation de la population francilienne, les constructions de mosquées se multiplient. Ainsi, à Clichy-sous-bois, c'est une grande mosquée de 1800 places (1200 hommes et 600 femmes dans les mezzanines) qui est actuellement en chantier et devrait ouvrir ses portes à l'été 2022.

Le département des Yvelines compte une importante communauté musulmane, environ 140 000 personnes de confession musulmane. 74 mosquées et autres lieux de culte y sont présents.

Alors que France-info pleurnichait sur le sort des homosexuels afghans, en Angleterre, un couple en vadrouille à Birmingham étaient hospitalisés dans un triste état après avoir été tabassés sévère par des Pakistanais.

En matière d'immigration, le problème n'est pas qu'Afghan. Depuis le 25 juillet, jour où, en Tunisie, le président Kaïs Saïed s'est arrogé tous les pouvoirs, les candidats au départ se sont multipliés. Avec comme objectif, gagner l'île de Lampedusa en Italie.

D'après le ministère de l'Intérieur 1500 Afghans ont déjà rejoint le sol français. Or, on a découvert que cinq d'entre eux étaient suspects d'avoir des liens étroits avec les Talibans. Les expulser relève d'un imbroglio juridique autant que diplomatique.

La France a rapatrié plus de 2.020 personnes depuis la chute de Kaboul, s'ajoutant aux 623 Afghans évacués entre mai et juillet qui travaillaient pour des ONG et institutions françaises ainsi qu'aux 800 collaborateurs de l'armée française accueillies entre 2013 et 2019.

Le préfet du Bas-Rhin, Josiane Chevalier, a confirmé l'accueil de 150 Afghans comme l'avait demandé le maire de Strasbourg, l'irresponsable écolo Jeanne Barseghian. Coup politique désastreux car entre les démarches administratives, le suivi sanitaire et psychologique assuré par l'agence régionale de santé - tout ça aux frais de la communauté -, ces Afghans ont de grande chance de finir dans la rue.

Ecologie/ sciences & techniques

En 2020, 13 % des téléphones vendus en France étaient des modèles reconditionnés (2,8 millions d'unités), selon l'Arcep. Et les marges de progression sont importantes : les appareils électroménagers et d'électronique qui dorment au fond des tiroirs sont légion.

Selon UFC-Que choisir plus d'un million de Français boivent une eau polluée par des pesticides. GL Biocontrol, spécialisée en ingénierie sanitaire, a mis au point un kit d'analyse de l'eau capable de déterminer en deux minutes la charge bactérienne totale. Suez et Véolia et plusieurs métropoles l'ont adopté.

Stéphane Bern a pris la tête du combat contre l'implantation d'éoliennes dans notre paysage, « *Il y a, dans toute cette affaire, un véritable déni de démocratie : les élus, comme les Français, ne sont pas concertés et quand ils expriment leur opposition à un projet éolien, personne n'en tient compte.* »

Et de poursuivre : « *Ce qui me choque le plus, c'est de voir à quel point on méprise les gens. On est en train de créer une guerre entre les citadins et les ruraux.* »

Economie

Selon François Asselin, patron de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), si les carnets de commandes sont fournis, un chef d'entreprise sur deux dans les services ne trouvent pas de personnel compétent. Idem dans le bâtiment, la construction et l'industrie. Soit 300 000 emplois vacants.

C'est la rentrée et les chefs d'entreprise jonglent avec les difficultés d'approvisionnement en matières premières. Mais ils sont encore plus préoccupés par les hausses de prix que par les pénuries, la difficulté étant moins de savoir s'il y a qu'à combien.

Université du Medef. Les patrons sont satisfaits des mesures économiques prises par le chef de l'Etat. Et la pandémie n'a pas entamé sa popularité auprès des chefs entreprises eu égard aux mesures de soutien prises à leur égard.

Culture/médias

Le GPS n'a pas remplacé la bonne vieille carte pour s'orienter aux quatre coins de l'Hexagone (et ailleurs). Chez Michelin, les ventes de cartes ont progressé de 5,8% en juillet. L'entreprise continue d'en écouler entre 3 et 5 millions chaque année.

Le mainstream se jette sur Europe 1 comme la vérole sur le bas clergé breton. Il dénonce à cors et à cris la « bollorisation » de la station, sa dérive extrême droite, tel un Canard déchaîné, soucieux de voir un grand média ne plus obéir à la doxa officielle mais surtout réussir à l'image de CNews.

Ce même mainstream qui commence à pédaler dans la choucroute. Ainsi Marc-Olivier Fogiel, aujourd'hui directeur général de BFMTV, s'en prenait hier encore à CNews qu'il vouait aux gémonies comme chaîne d'opinion et non d'information, vient d'engager la dangereuse souverainiste Natacha Polony. Son premier invité a été Florian Philippot !

Christophe Barbier serait en discussion pour prendre la direction du nouvel hebdomadaire anti-fake news que veut lancer Daniel Kretinsky (*Marianne, Elle*). Raphaël Enthoven, envisagé un moment pour la direction, serait chroniqueur.

Pour Didier Rykner, fondateur du site *La tribune de l'art*, ardent défenseur du patrimoine, « le macronisme se caractérise par une indifférence à peu près totale à ce qui fait notre histoire culturelle, aucun sens de l'intérêt général et d'une faiblesse insigne face aux lobbys ». Autre bête noire de notre homme, sa ministre Roselyne Bachelot.

Europe

Union européenne. En visite dans un centre d'accueil en Espagne, Ursula von der Leyen a exhorté les pays de l'Union européenne à « aider des réfugiés » venus d'Afghanistan « à s'installer sur leur territoire », ajoutant qu'une aide financière leur serait accordée. Ben voyons, l'Europe poubelle raciale est en marche !

Angleterre. L'armée britannique a rapatrié 9 000 personnes depuis Kaboul. Et Boris Johnson se dit confiant de pouvoir en rapatrier encore quelques milliers. Voici qui ne risque pas d'apaiser un climat social dominé par les problèmes raciaux.

Autriche. Travaux pratiques. Le concept est simple : arrêter des passantes dans la rue pour leur faire essayer un voile islamique, relate le média autrichien eXXpress. Une fois habillées, les participantes peuvent contempler le résultat dans un miroir.

Lancée par un vendeur de hijabs de Francfort voulant promouvoir ses produits, l'idée n'a pas tardé à séduire les partisans de l'islam politique, alors que TikTok tend à devenir un outil de prosélytisme dans certains pays germanophones, relate eXXpress.

Hongrie. La coopération avec la Russie perdue en Hongrie où le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a confirmé l'accord sur l'approvisionnement en gaz ainsi que la construction de la centrale nucléaire de Paks 2.

Italie. Une partie du gouvernement de Mario Draghi propose de sanctionner les entreprises qui décident de quitter le pays. Une alliance réunissant à gauche le Parti démocrate et le Mouvement 5 étoiles (M5S), et à droite, la Ligue et Forza Italia, est ainsi en train d'étudier un décret « anti-délocalisations ».

Ce nouveau décret prévoit l'obligation, pour les entreprises, de prévenir le ministère du Travail de leur projet, six mois avant de quitter le pays. Le temps pour les autorités de juger du bien fondé de la décision.

Pologne. Les autorités ont annoncé qu'elle allait ériger une « solide clôture » de barbelés, haute de 2,5 mètres, à la frontière polono-bélarusse. Elle va doubler, à 2.000 soldats, ses effectifs militaires pour empêcher les migrants de pénétrer sur son sol.

Les trois pays baltes voisins et la Pologne dénoncent une « attaque hybride » organisée par le Bélarus qui, selon eux, encourage les migrants à passer illégalement sur le territoire de l'Union européenne.

Russie. Le président russe Vladimir Poutine a appelé à empêcher un afflux de réfugiés afghans parmi lesquels pourraient se cacher des « combattants déguisés » suite à la conquête du pays par les Talibans.

Le président russe, Vladimir Poutine, est revenu sur la campagne de vaccination contre le Covid-19 dans le pays. Il a répété à cette occasion son refus d'imposer la vaccination obligatoire à tous en Russie.

Les sanctions infligées par l'ONU et l'Europe à la Russie ont eu pour effet de dynamiser – entre autres – le secteur agricole pour nourrir sa population. Les Russes sont ainsi devenus les plus gros producteurs de pommes et surtout de blé face à une Amérique en proie à la sécheresse. Poutine va pouvoir faire monter les prix du blé ! Olé.

Moscou organise pour la septième fois les Jeux internationaux militaires. Ils rassemblent 2 000 soldats de 17 pays dont la Serbie, le Kazakhstan et la Chine qui aligne ses blindés, une dizaine d'avions-bombardiers et chasseurs. Par ailleurs, les marines russes et iraniennes s'unissent pour des manœuvres dans le Golfe.

Suède. Au pouvoir depuis sept ans, le social-démocrate Stefan Löfven, 64 ans, a pris tout le monde de court en annonçant lors d'un discours estival, son intention de démissionner dès cet automne. Sans donner plus d'explication. Les prochaines législatives doivent avoir lieu en septembre 2022.

Ancien soudeur monté en politique via le syndicat des métallurgistes, cet adepte du consensus n'a pas été ménagé par les événements. Depuis la fin du bloc gauche-droite provoquée par la montée en puissance de l'extrême droite (17,5 % aux dernières législatives), chaque gouvernement doit sans cesse négocier des forces d'appoint afin de conduire sa politique.

International

Afghanistan. Jusqu'ici financé par les activités criminelles, production de pavot, trafics ou rançons, le mouvement islamiste des Talibans va devoir trouver de nouvelles ressources pour gérer un pays qui risque la banqueroute sans les soutiens occidentaux qui le maintenaient à flot. Les Américains ont gelé les avoirs afghans déposés dans leurs banques.

Sauf que outre le gaz naturel dont le pays a toujours été riche, les métaux les plus divers, les réserves des fameuses terres rares stratégiques indispensables aux industries de pointe sont évaluées, selon les différentes sources d'expertise, entre un et trois milliards de dollars. De quoi survivre.

Les talibans ont confirmé ne pas avoir accepté un report de la date butoir du 31 août pour le départ des troupes étrangères et exigé que les évacuations des personnes à l'aéroport de Kaboul soient terminées à cette date.

Chine. Vue de Pékin, l'affaire afghane serait un révélateur violent de la faiblesse flagrante de l'exécutif américain. Pékin a donc annoncé aux Taïwanais qu'ils

devraient tirer les leçons du lâchage de Kaboul par les Américains et oublier toute idée de résistance.

L'autre attrait de la Chine pour l'Afghanistan : ses minéraux stratégiques. Un trésor sur lequel sont assis les Talibans. En 2010, le United States Geological Survey (USGS) a révélé l'existence de ressources minières, pétrolières et gazières dans le sous-sol afghan pour une valeur dépassant 1 000 milliards de dollars.

L'évaluation, à prendre avec précaution, équivaut à 50 fois le PIB de ce pays montagneux où abondent cuivre, fer, bauxite, chrome, mercure, or, pierres précieuses, plomb, terres rares, béryllium, graphite, cobalt, pétrole ou encore gaz. Un eldorado.

Etats-Unis. C'est un exercice de haute voltige que la vice-présidente américaine Kamala Harris a entamé avec sa tournée asiatique. Celle-ci doit la mener de Singapour, où elle est arrivée dimanche 22/8, au Vietnam à partir de mardi.

En plein retrait chaotique d'Afghanistan, elle veut rassurer les alliés de Washington qui s'interrogent sur la pérennité de l'engagement américain dans la région, après s'être sentis délaissés par Donald Trump. Avec aussi comme objectif de contrer la pression qu'exerce Pékin sur cette partie du monde.

Selon les calculs du Pentagone, le coût total des guerres antiterroristes menées par les Etats-Unis en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Somalie et en Libye s'est élevé à 6400 Mds\$. Soit quatre fois le PIB de la Sainte Russie.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Eurolibertés](#)

[Observatoire du journalisme](#)

[Synthèse nationale](#)

[le glossaire de l'Union européenne, manuel de bien-pensance](#)

[les Yvelines gangrenés par les musulmans](#)

[Afghanistant : édito de Michel Onfray](#)

La débâcle américaine en Afghanistan : conséquences et enjeux géopolitiques

Spécialiste des conflits, auteur de nombreux ouvrages sur la stratégie, Gérard Chaliand connaît bien l'Afghanistan. Il fut l'un des premiers Occidentaux à s'y rendre après l'invasion soviétique de 1979. De 2004 à 2011, il y a passé près d'un an au total, enseignant à Kaboul et parcourant le pays.

Entretien mené par Jean-Dominique Merchet pour l'Opinion.

Comment réagissez-vous à ce qui se passe en Afghanistan et aux polémiques en France sur l'accueil des réfugiés ?

Il y a quelque chose d'obscène dans notre façon provinciale de voir la réalité du monde. On nous parle d'une pression migratoire extraordinaire ou de menace terroriste. On vend de l'angoisse avant le moindre signe de quelque chose de concret ! Ce que l'on voit à l'aéroport de Kaboul, c'est qu'il n'est possible de sortir d'Afghanistan que si les talibans y consentent. Ils contrôlent les routes qui permettent de quitter le pays. Or, ils n'ont pas la volonté de laisser partir la population, parce qu'ils ont à la fois des comptes à régler et le besoin de personnels qualifiés.

Mais êtes-vous surpris par les images de l'aéroport de Kaboul ?

C'est une débâcle américaine, un effondrement. On pouvait estimer normal que les Américains partent, mais pas dans ces conditions confondantes de médiocrité.

L'Afghanistan est plongé dans une guerre civile depuis 1978. Celle-ci a pris des formes différentes, mais sans jamais cesser. Comment expliquez-vous cela ?

Les études sérieuses insistent sur la disparité régionale, tribale, religieuse du pays, renforcée par son caractère montagneux. Il est très difficile de tenir ensemble une telle mosaïque et l'Etat n'a jamais su imposer son pouvoir, sauf par la coercition. C'est une société de type anarchique, avec des montagnards têtus et isolés qui s'affrontent. Au risque de déplaire et sans a priori idéologique, je dirais que, depuis 1978, il y a eu un moment où les choses semblaient aller dans le bon sens. Lorsque les Soviétiques sont partis en février 1989 – en bon ordre, eux – ils ont laissé derrière eux le régime de Najibullah. Ancien communiste, celui-ci avait abandonné le marxisme-léninisme et tentait quelque chose d'ouvert, en se préoccupant des déshérités. Il contrôlait la quasi-totalité des villes et une grande part des campagnes. Mais les Pakistanais et les Américains se sont acharnés contre lui, puis la disparition de l'URSS l'a privé de son principal soutien et le régime est tombé en avril 1992. J'étais surpris de voir

la photo de Najibullah chez les Afghans et lorsque je les interrogeais, ils me disaient : « Ce n'était pas un régime corrompu... »

Comment expliquez-vous également la résilience des talibans ?

Par le Pakistan, qui est le vainqueur absolu des événements récents ! Certes, les talibans bénéficient toujours d'une base sociale chez les Pachtounes (le premier groupe ethnique du pays, NDLR). Après 2001, les talibans ont été repris en main par les services secrets pakistanais (ISI), qui ont formé une nouvelle génération de militants, dans les madrasas (écoles religieuses) de la tendance déobandite, une forme roide du sunnisme. Les Pakistanais considèrent l'Afghanistan comme leur « arrière stratégique » face à leur ennemi, l'Inde. Ils ont joué double jeu avec les Américains et le masque est tombé en 2011, lorsque l'on a découvert que Ben Laden était réfugié au Pakistan.

Si l'on s'intéresse au « Grand Jeu » des puissances autour de l'Afghanistan, que peut-on dire, à part la victoire du Pakistan ?

Pour l'Inde, qui avait beaucoup investi en Afghanistan, c'est un grave échec de voir gagner son ennemi pakistanais. L'autre grand vainqueur est la Chine. C'est un succès considérable, qui ne lui coûte rien. En termes d'images, elle tire bénéfice du chaos provoqué par l'incapacité des Etats-Unis d'organiser un retrait en bon ordre. La Chine n'a rien contre le régime taliban : elle veut simplement qu'ils empêchent les militants ouïgours d'agir à partir de l'Afghanistan. Elle souhaite aussi exploiter les richesses notamment en minerais. Comme la Chine, la Russie veut un Afghanistan aussi peu agressif que possible en Asie centrale. D'ailleurs, les Russes appuient les talibans depuis quatre ou cinq ans, à la fois pour gêner les Américains et combattre des groupes islamistes radicaux, comme Daech. Vu d'Iran, il y aura la préoccupation du sort de la minorité hazara, de confession chiïte. Et toujours le trafic de drogue, qui va continuer. Quant à la Turquie, elle se méfie surtout d'un afflux de réfugiés.

Et pour les Etats-Unis ? Les conséquences d'une telle affaire dépassent forcément l'Afghanistan ?

On a le sentiment, à tort ou à raison, que l'hégémonie américaine vient de prendre un coup sérieux. Comme au Vietnam, le plus fort vient de subir une humiliation par le plus faible... Toutefois, le théâtre principal est désormais l'Indopacifique, face à la Chine. A Taïwan, on peut s'inquiéter du manque de sérieux des Américains.

Et l'Europe ?

Elle n'a aucun poids et ne compte plus. En Afghanistan, nous avons été les alliés secondaires des Etats-Unis. En France, nous nous racontons des histoires sur notre importance, alors que notre déclassement se prolonge et se creuse.

Source : L'Opinion du 25/08/2021



le grand entretien

« La France s'est beaucoup droitisée »

PASCAL PERRINEAU
 Politologue et professeur
 des universités
 à Sciences Po Paris

Bancir / FTVS/Spa

Propos recueillis par
Marine Cardot
 @marine_cardot
Stéphane Dupont
 @DupontEchos
 et **Grégoire Poussiégué**
 @Poussiégué

Le politologue Pascal Perrineau estime que le Covid-19 va « provoquer un brouillage profond chez les électeurs, qui auront du mal à entrer » dans l'élection présidentielle. Il pense qu'une troisième force peut s'immiscer dans le duel entre Macron et Le Pen. « Elle est plutôt à droite, selon moi. »

Comment caractériseriez-vous le climat de la rentrée sur le plan politique ?

Plutôt maussade. Les anti-passe sanitaire, un mouvement social inattendu, se sont invités au cœur de l'été. Ils réunissent plusieurs dizaines de milliers de personnes dans de nombreuses villes de France, qu'elles soient petites, moyennes ou grandes. C'est assez rare dans une période aussi peu propice que le mois d'août, et ça va continuer. Les thèmes sont assez divers, même s'il y a l'hostilité au passe sanitaire, vécu par certains comme une véritable atteinte à leur liberté.

Qu'est-ce qui caractérise ce mouvement ?

Derrière les anti-passe, il y a un mouvement antivax beaucoup plus ancien en France. Particulièrement dans les terres du Sud, avec des néoruraux qui l'entretiennent. Ce mouvement antivax a rencontré le mouvement anti-passe, qui obéit à des logiques différentes puisqu'il peut mobiliser des personnes vaccinées. Il appartient à la nouvelle génération des mouvements sociaux : pas d'encadrement, pas de rôle des syndicats ni des grands partis, ou seulement des partis marginaux comme Les Patriotes de Florian Philippot. On a affaire à un mouvement social horizontal, sans chef et sans représentant. A cet égard, il se rapproche du mouvement des « gilets jaunes ».

Est-il dangereux pour le gouvernement, comme l'a été le mouvement des « gilets jaunes » ?

Bien sûr. Les calicots de la CGT, de SUD commencent à apparaître dans certaines manifestations. Le personnel hospitalier y greffe des problématiques de l'hôpital public. Bien sûr, il y aura la rentrée des enseignants qui sont en pleine interrogation sur leur rôle, sur la vaccination des enfants... Il peut y avoir coalescence dans les prochaines semaines de ces insatisfactions qui obéissent à des ressorts diversifiés. C'est un risque pour le gouvernement.

Quelle est la stratégie d'Emmanuel Macron face à ce mouvement ?

34 % des Français soutiennent ou déclarent leur sympathie au mouvement anti-passe sanitaire. C'est minoritaire, mais c'est une grosse minorité. Cela a permis au président de développer sa stratégie du clivage. Avec les « gilets jaunes », il était dangereux de s'opposer à un mouvement qui avait le soutien de la majorité de l'opinion.

« Emmanuel Macron se met à l'avant-garde du camp majoritaire, de la "science", de la "raison", de ceux qui considèrent que ce mouvement anti-passe est farfelu. »

Ici, il choisit une stratégie plus frontale. Il se met à l'avant-garde du camp majoritaire, de la « science », de la « raison », de ceux qui considèrent que ce mouvement anti-passe est farfelu. Pour l'instant, une majorité de Français n'est pas satisfaite de la manière dont il exerce le pouvoir. Avec ce clivage sur le passe sanitaire, il essaie de se remettre dans une position majoritaire. On voit qu'il est rentré dans la précampagne présidentielle.

Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?

Beaucoup de candidats se sont déclarés. A droite, la course-poursuite entre Emmanuel Macron et Xavier Bertrand pour la conquête de l'électorat est engagée. Elle est très importante. L'Elysée est préoccupé, surtout après les bons scores de la droite et

du centre aux élections régionales et départementales, par un candidat de droite repartant à la reconquête de cet électorat. Emmanuel Macron a aussi besoin de cet électorat, d'où sa stratégie de parler à la droite « raisonnable ». La volonté d'Emmanuel Macron de s'adresser à l'électorat jeune montre également qu'il est parti en campagne. Par ailleurs, il est normal d'entrer dans une précampagne à huit mois du premier tour. Mais l'élection présidentielle de 2022 sera particulière. Le Covid-19 sera toujours là et la campagne comme l'élection se feront dans un contexte de crise sanitaire, ce qui n'est jamais arrivé dans l'histoire des présidentielles. De ce fait, cela va provoquer un brouillage profond chez les électeurs, qui auront du mal à entrer dans cette élection. Il y a un confinement démocratique, qu'on a pu constater lors des dernières élections municipales et régionales. La pandémie perdurant, c'est en train de toucher la présidentielle.

Avec quelles conséquences sur le scrutin ?

On pourra assister à une prise de distance des Français à l'égard de cette présidentielle, ce qui signifierait moins d'intérêt pour la campagne et moins de participation lors du vote. Cela risque de ne pas profiter à des candidats comme Emmanuel Macron ou Marine Le Pen, dont les électeurs sont jeunes et, pour la seconde, populaire. Cela favoriserait plutôt les anciens partis de gouvernement.

Comment l'élection pour le président sortant se présente-t-elle ?

Le brouillage est aussi né avec la fin du clivage droite-gauche, cassé par Emmanuel Macron lors de sa campagne de 2017. Aujourd'hui, plusieurs clivages s'entrechoquent, comme celui opposant les « progressistes » aux « nationalistes », sans oublier ce qui reste du clivage droite-gauche. L'élection de 2022 pourra se faire sur le bilan de la lutte contre la pandémie, ce qui placera Emmanuel Macron au premier plan.

Quelle autre différence voyez-vous par rapport à 2017 ?

L'élection de 2017 avait été marquée par un fort mouvement d'anti-lepénisme. Aujourd'hui, il y a aussi un anti-macro-

nisme très fort, dirigé contre la personne du président et pas seulement contre sa politique. On le voit de manière constante depuis trois ans et la naissance du mouvement des « gilets jaunes », et aujourd'hui dans le mouvement des anti-passe sanitaire.

« A peine un Français sur cinq se dit de gauche : c'est inédit. »

Dans la mesure où une élection présidentielle est une élection personnalisée, il y aura une double tâche pour le candidat Macron : retrouver un nouveau message de disruption, même si c'est difficile quand on est dans le système, tout en travaillant sur sa personnalité. Un président doit rassembler. Or c'est un homme qui choisit souvent le clivage, en raison de son tempérament et de ses choix stratégiques.

Vous êtes associé au processus de départage de la droite en vue de la présidentielle. La droite pourrait-elle échapper à une primaire ?

Ce sera difficile. Pour s'en passer, il faudrait qu'un candidat plie le match, s'impose, bref qu'elle ait un candidat naturel. Ce n'est pas le cas pour le moment. Xavier Bertrand est un peu devant les autres postulants, mais il n'écartera pas le match. Il faut bien un système de départage. Et la primaire est certainement le moins mauvais. Il y a, en tout cas, la place pour un candidat de droite. Les Français mettent Marine Le Pen et Emmanuel Macron en tête des intentions de vote un peu par défaut. Ils ne veulent pas du match retour de 2017. Une troisième force peut s'immiscer dans ce duel. Et elle est plutôt à droite, selon moi. Car la France s'est beaucoup droitisée et parce que la gauche n'a jamais été aussi faible et divisée. Emmanuel Macron l'a bien compris d'ailleurs. C'est pour cela qu'il cherche autant à conserver une partie de l'électorat de François Fillon de la dernière présidentielle.

Quel regard portez-vous sur la gauche ?

A peine un Français sur cinq se dit de gauche : c'est inédit. Elle n'a plus de force dominante, comme l'était le PS, et de leadership,

Son parcours

Pascal Perrineau est professeur des universités à Sciences Po. Il a également dirigé le Cevipof jusqu'en décembre 2013. Il est l'auteur de nombreux ouvrages. Le dernier en date, « Le Populisme », est sorti cette année dans la collection « Que sais-je ? ».

Son actualité

Après avoir été l'un des cinq garants du grand débat organisé par Emmanuel Macron en 2019 au sortir de la crise des « gilets jaunes », Pascal Perrineau a été appelé par LR pour superviser une vaste enquête sur les électeurs de droite.

comme du temps de François Mitterrand, Lionel Jospin et même François Hollande. C'est un camp politique totalement anémié. Elle semble incapable de s'unir. Il lui faudrait un seul candidat à la présidentielle, mais c'est un rêve impossible. On ne voit pas Jean-Luc Mélenchon renoncer et s'effacer.

Les enjeux climatiques, illustrés par les incendies et etc, devraient porter les écologistes. Leur heure n'est-elle pas arrivée ?

Les écologistes ont un gros problème : l'élection présidentielle ne leur est pas favorable. Ils n'aiment ni ce scrutin trop personnalisé à leurs yeux ni l'institution présidentielle. Cela ne correspond pas à leur culture politique, à leur pratique du pouvoir. Ils n'ont d'ailleurs jamais brillé à ce scrutin alors qu'ils ont réussi aux européennes ou aux municipales. On ne sent pas hélas pour le moment beaucoup d'engouement pour leur primaire qui risque de se dérouler en petit comité. Le candidat qui en sortira ne bénéficiera pas d'une grande légitimité. Pas suffisante en tout cas pour se poser en rassembleur de toute la gauche.

Marine Le Pen s'est beaucoup recentrée sur les questions économiques. Trop ?

Est-ce la bonne stratégie pour elle ?
 Marine Le Pen doit tenir les deux bouts d'une même chaîne : d'un côté servir d'extériorité à toutes sortes de colères et, de l'autre, montrer quelle est en mesure de gouverner le pays. Elle n'y parvient pas pour l'instant. Comme en atteste son récent échec aux élections régionales et départementales. Ses efforts pour paraître comme quelqu'un capable de diriger la France libèrent un espace dont profite son ancien lieutenant Florian Philippot et le polémiste Eric Zemmour. Ils pourraient bien lui prendre des voix précieuses en vue du second tour s'ils se présentent.

« Aujourd'hui, plusieurs clivages s'entrechoquent, comme celui opposant les "progressistes" aux "nationalistes", sans oublier ce qui reste du clivage droite-gauche. »

Eric Zemmour a-t-il un coup à jouer ?

Un succès d'opinion ou d'édition ne fait pas forcément un succès électoral. Il y a eu beaucoup d'exemples par le passé. Eric Zemmour est crédité de 4 % à 5 % des voix. C'est peu pour être roi. Mais il peut contribuer à faire le roi.

Un autre candidat « hors système » peut-il émerger ?

Tout est toujours possible. Regardez Beppe Grillo en Italie, Donald Trump aux Etats-Unis et même dans une certaine mesure Emmanuel Macron à la dernière élection présidentielle. Mais le créneau antisyndème est déjà très encombré en France avec Marine Le Pen, Florian Philippot, Jean-Luc Mélenchon, François Asselineau, Philippe Poutou et quelques autres encore. ■